

Chef de l'Armée

INTERNE

3003 Berne, 21.09.2011

"RAPPORT SUR L'ARMÉE 2010"

Mise en œuvre financière de la variante du Conseil national (intelligence CFF-BI des 22.09.2011)

1 Situation de départ

Sur la base des différentes variantes proposées par le CF, le CE et le CN, des questions sur le comblement des déficits en matière d'équipement ont été posées. Dans le cadre du développement de l'armée, elles portent sur la dimension financière.

3 Utilisation possible des moyens financiers dès 2012 (en CHF)

Crédits d'engagement inutilisés jusqu'en 2010	468 Mio.	
Crédits d'engagement 2011 inutilisés (Estimation)	200 Mio.	668 Mio.
Programme d'armement 2012	500 Mio.	
Programme d'armement 2013	1'100 Mio.	1'600 Mio.
Acquisition TTE avec PA 12 (acomptes)		env. 2'200 Mio.
Programmes d'armement dès 2014 (Effort principal pour FT, BAC, BLA)		1'100 Mio chacun
Programme d'armement 2018/ 19 (Effort principal FA, y compris solde TTE).		1'100 Mio chacun

Extraits du document d'Ueli Maurer. DR

Une feuille A4 décide des milliards pour les avions

Exclusif: pour emporter l'achat des avions, Ueli Maurer a présenté une démonstration sommaire

«Je n'aurais pas osé présenter ça à ma commune!» Ex-syndic de Morges, le socialiste Eric Voruz n'en croit pas ses yeux. La démonstration financière d'Ueli Maurer tient en une feuille A4 et aligne des chiffres à peine motivés. C'est pourtant ainsi que le conseiller fédéral UDC en charge de la Défense a réussi à convaincre les Commissions de politique de la sécurité des deux Chambres du bien-fondé d'une armée à 5 milliards pour tout faire (équiper 100 000 hommes et acheter les nouveaux avions). Le site *tdg.ch* s'est procuré le document.

«Ce n'est pas crédible...» soupire Eric Voruz. «Jamais le département ne pourra suivre ce plan pour le moins vague. Les lobbies de l'armement n'ont jamais été aussi présents au Palais fédéral. Tout cela sent la «combinazione» entre la droite parlementaire et Ueli Maurer», s'énerve le socialiste.

Peu crédible: le constat est partagé par le reste du Conseil fédéral. Trois ministres - Doris Leuthard, Didier Burkhalter et la cheffe des Finances fédérales, Eveline Widmer-Schlumpf - ont rendu attentifs les parlementaires aux conséquences de cette générosité. «Il faudra trouver l'argent dans d'autres secteurs», ont-ils averti en substance. Rien n'y a fait: après le National mardi, les Etats se sont ralliés mercredi à cette planification.

«On va engager des sommes considérables dès les précontrats signés sans avoir répondu aux questions essentielles: quel est le coût réel de l'avion? Comment le financer et aux dépens de quoi?» s'insurge Luc Recordon. Pour le conseiller aux Etats Vert vaudois, ces chiffres ne sont pas réalistes: «Caractéristique de la légèreté du Département de la défense et de son chef.»

A droite aussi, on est embar-

assé. «Ce n'est pas très abouti, mais c'est un document de travail», plaide Yvan Perrin. Pour le vice-président de l'UDC, cette trop longue gestation des avions de combat méritait un dénouement rapide. Est-ce bien raisonnable pour autant? «Rien de ce qui se décide à la fin d'une législature n'est raisonnable... Et une décision erronée du Parlement peut toujours être corrigée ensuite», philosophe Yvan Perrin.

Le conseiller aux Etats Jean-René Fournier (PDC/VS) se montre beaucoup plus déterminé. Pour l'ex-ministre des Finances valaisan, les compléments d'information reçus lors de la présentation de cette feuille A4 sont satisfaisants. D'ailleurs, il situe les enjeux ailleurs. «La décision est politique! Et non, elle n'est pas précipitée, mais elle a été menée tambour battant à la fin.»

«Les trois conseillers fédéraux ont eu raison de tirer la sonnette d'alarme, c'est leur rôle. Nous devons veiller à minimiser l'impact sur les autres départements, car impact il y aura. Mais pendant quinze ans, on a économisé de manière irraisonnée sur le dos de l'armée. Produire de la sécurité est une priorité», glisse le sénateur valaisan, qui n'exclut pas d'emblée des dépassements futurs. «Il n'est pas question d'une nouvelle affaire Mirage, mais quand on achète 15 locomotives pour les CFF, on ne regarde pas à la dépense. Et la facture finale est aussi sujette aux variations du marché!»

Pour mémoire: dans les années 60, le Parlement avait accepté un crédit de 871 millions de francs pour 100 avions. Au final, on en avait acheté 57 seulement, pour un peu moins d'un milliard et demi. L'affaire Mirage avait coûté sa place au conseiller fédéral vaudois Paul Chaudet. **Xavier Alonso** Berne



Voir le document dans son entier sur notre site

www.tdg.ch/feuille